

HOPITAUX. Le cri de détresse du personnel

Une centaine de manifestants des trois sites du centre hospitalier a accueilli de façon mouvementée le directeur pour dénoncer le plan d'optimisation. Si le dialogue n'est pas rompu, le personnel est plus remonté que jamais.

Un cri du cœur et beaucoup de colère. Une centaine de membres du personnel des hôpitaux de Fontainebleau, Nemours et Montereau ont manifesté ce jeudi après-midi à Fontainebleau, alors que se tenait le Comité Technique d'Établissement avec le directeur Benoît Frasin.

Au total, 80 personnes étaient en grève pendant une après-midi, pour exprimer une impression générale de détresse au travail : « on a accepté des choses qu'on ne peut plus accepter », soupire l'un d'entre eux. En cause, le fameux plan « efficacité » de l'hôpital du sud Seine-et-Marne, qui inclut de

nombreux ajustements pour une partie du personnel. Certains vont devoir changer de site, d'autres d'employeur puisque leurs contrats seront repris par de nouveaux prestataires.

Car, clairement, l'hôpital cherche à faire des économies, ce que ne cache pas le directeur : « on doit sécuriser financièrement l'établissement en préservant au maximum les activités soignantes. Pour cela, nous devons dégager des marges de manœuvre. D'autant que nous avons un plan d'investissement ambitieux ».

Etonnant contraste entre un hôpital de Fontainebleau qui a commencé son importante rénovation sur place, et un

personnel qui se dit en burn-out : « ma femme est en dépression, ça peut plus durer ! »



Discours houleux entre le directeur adjoint et le personnel devant l'Ehpad ce jeudi après-midi

dit un soignant.

« On va dérouler le projet »

Jeudi, c'est donc sous les sifflets d'un cortège particulièrement remonté que la direction était accueillie. Après des discussions houleuses avec le directeur adjoint Bastien Duhamel, l'ensemble des grévistes a pu entrer dans la salle

de réunion. Au bout d'une réunion d'une heure, le directeur reconnaît qu'il « y a de la

colère, incontestablement. C'est un ressenti que je reçois, même s'il est décalé de la réalité. Tous les sujets contestés aujourd'hui ont été annoncés dans les instances dès avril 2017 ».

Le personnel des trois sites, à l'unisson, évoque de son côté des

conditions de travail dégradées, une forte hausse des burn-out et une impression

générale de ne pas être entendu. « On va continuer à discuter, tempère le directeur. Je ne compte pas les réunions de concertation qui ont été faites et qui vont venir, entre deux et trois par semaine. C'est un message que les gens n'ont pas envie d'entendre, mais on va

continuer à dérouler le projet jusqu'au mois d'avril ».

Une cellule d'accompagnement social et de mobilité est désormais opérationnelle, avec selon les cas des propositions de départs volontaires ou d'indemnités.

« On me propose de partir avec 45.000 euros, de suivre une nouvelle formation alors que j'ai 52 ans ou d'être redirigé sur un autre site, je ne sais pas ce que je vais devenir », nous dit Un

membre de l'atelier de Montereau habitant dans l'Yonne.

Et la grogne pourrait perdurer : le plan prévoit des changements d'employeurs pour 78 à 108 personnes, et de lieux de travail pour une quinzaine d'autres.

Yoann VALIER